

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 24 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LEROY SOMER**

Boulevard Marcellin-Leroy  
16000 Angoulême

Références : 2026\_457\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007201394

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement LEROY SOMER implanté USINE DU RABION FONDERIE ZI de Rabion 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'inspection réalisée en septembre 2025, afin de constater l'avancement des travaux prescrits au sein des cellules 1 et 2, dédiées respectivement au stockage de produits dangereux et de marchandises diverses. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 9 mai 2017.

Elle a ainsi pour objectif de vérifier la mise en conformité des installations au regard des exigences réglementaires applicables, ainsi que l'état d'avancement des mesures correctives demandées lors de la précédente inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEROY SOMER
- USINE DU RABION FONDERIE ZI de Rabion 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007201394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Leroy Somer appartient au groupe Nidec depuis début 2017. La fonderie Leroy Somer a été créée en 1967. Elle emploie actuellement 130 personnes. Elle fabrique des pièces de fonte à graphite sphéroïdal et de la fonte grise à graphite lamellaire. La fonderie fabrique aussi des pièces en fonte pour des clients extérieurs (environ 30%).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Matériel de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 04/01/2000, article 8.13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Local de stockage des produits	Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Identification des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 04/01/2000, article 10.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que plusieurs actions ont été engagées par l'exploitant à la suite de la visite de septembre 2025. En particulier, des démarches ont été entreprises en vue de la mise en conformité des cellules de stockage, notamment par la validation de devis relatifs aux travaux sur les portes coupe-feu, les ouvertures et les aménagements de maçonnerie associés.

Par ailleurs, des améliorations ont été observées en matière de gestion des produits dangereux, avec une réduction des volumes stockés dans la cellule 1 ainsi que la mise en place d'un outil de suivi interne permettant de maîtriser les quantités présentes sur site au regard des seuils réglementaires applicables.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Matériel de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2000, article 8.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de produits dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective.</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un réseau d'eau public de 3 poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée ou en réseau de robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60m3 /heure chacun, des poteaux où bouches d'incendie.</li><li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bienvisibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li><li>- des extincteurs de fumées doublés de commandes manuelles en partie haute de l'établissement.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le RIA, situé dans la cellule 2, est accessible uniquement depuis l'extérieur afin de permettre une intervention en cas d'incendie survenant dans la cellule 1. Par conséquent, le constat formulé lors de la précédente visite, indiquant que cet équipement était inaccessible, n'apparaît pas fondé et ne doit pas être retenu.</p> <p>Par ailleurs, l'ensemble des équipements de lutte contre l'incendie (environ 320 dispositifs) a fait l'objet d'une vérification le 19 décembre 2025 par la société DESAUTEL. Le rapport correspondant, transmis par courriel en date du 20 mars 2026, mentionne la nécessité de remplacer 59 extincteurs ainsi que 4 RIA.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant devra, sans tarder, procéder au remplacement des équipements d'intervention incendie (extincteurs et RIA) identifiés comme tel lors du contrôle par DESAUTEL. Il en informe l'inspection des installations classées par la transmission du rapport attestant du retour à la conformité de l'ensemble de ces équipements ou tout autre moyen équivalent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Identification des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2000, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de produits dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231.53 du code du travail.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a mis en place l'étiquetage et l'identification des bacs de rétention ainsi que des produits. Les mentions de danger apparaissent également complètes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Local de stockage des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le local de stockage des produits est constitué de 2 cellules.</p> <p><u>Article 11.2.1. Cellule 1</u></p> <p>La cellule 1 est munie des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des murs coupe-feu degré 2 h sur toute sa périphérie ;</li><li>• des ouvertures coupe-feu degré 1 h ;</li><li>• une couverture de classe MO ;</li><li>• un dispositif de désenfumage à commande automatique conforme à la réglementation ;</li><li>• une rétention déportée de 60 m<sup>3</sup> avec obturateur gonflable ;</li><li>• deux détecteurs d'incendie reliés au central d'alarme du site .</li></ul> <p>La cellule est correctement ventilée.</p> <p>Les quantités de produits maximales présentes dans la cellule 1 sont définies ci-dessous.</p>

Produits	Quantités maximales autorisées
Produits très inflammables (point éclair < 23°)	3 050 litres soit 2,36 t
Produits inflammables	6 m <sup>3</sup> soit 6,6 t
Produits combustibles (point éclair entre 63° et 90°C)	6 m <sup>3</sup> soit 7,2 t
Produits combustibles	7,6 m <sup>3</sup> soit 6, 90 t

#### Article 11.2.2, Cellule 2

Avant le 31 décembre 2017, la cellule 2 est munie des éléments suivants :

- un dispositif de désenfumage conforme aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrulés dégagés en cas d'incendie. Ce dispositif est composé d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local ;
- le raccordement à la rétention déportée de 60 m<sup>3</sup> avec obturateur gonflable.

Les quantités de produits maximales présentes dans la cellule 2 sont définies ci-dessous :

Produits	Quantités maximales autorisées
Liquides combustibles (point éclair 100°)	11,6 m <sup>3</sup> soit 10,3 t
Liquides combustibles (point éclair 150°)	2,6 m <sup>3</sup> soit 2,4 t
Solides inflammables	1 m <sup>3</sup> soit 1,7 t
Solides combustibles (point éclair > 150°)	22 t

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 20 mars 2026, les devis signés relatifs aux travaux de mise en conformité des portes coupe-feu, des fenêtres ainsi qu'aux travaux de maçonnerie, afin de respecter les degrés coupe-feu requis et le volume de rétention associé.

En parallèle, il a abaissé le volume de produits dangereux stockés dans la cellule 1 et mis en place un suivi interne permettant de garantir le respect des volumes autorisés. Ce suivi repose sur un tableur Excel assurant le suivi des entrées et sorties, ainsi que des volumes associés aux rubriques ICPE concernées.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué envisager une augmentation des volumes de stockage, dans l'objectif de regrouper les approvisionnements sur une base mensuelle et ainsi de réduire les coûts de transport associés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs (factures, photos, etc.) attestant de la réalisation des travaux de mise en conformité des cellules de stockage, notamment en ce qui concerne les portes coupe-feu ainsi que les aménagements associés (fenêtres et parois) et la rétention déportée.

Dans le cadre d'une éventuelle demande d'augmentation des volumes de stockage de produits, l'exploitant devra également transmettre un porter à connaissance. Celui-ci devra détailler l'ensemble des dispositions mises en œuvre afin de maîtriser les risques associés, en particulier les risques d'incendie et de rétention des produits, ainsi que les mesures organisationnelles et techniques prévues pour garantir le respect de la réglementation applicable.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois